Tanzanie : le président Magufuli gracie plus de 5.000 prisonniers

@rib News, 09/12/2019 – Source AFP Le président tanzanien, John Magufuli, a annoncé lundi qu'il gracie 5.533 prisonniers, à l'occasion des cérémonies marquant le 58e anniversaire de l'indépendance du pays. Cette grâce concernera les condamnés ayant été copés d'une peine de prison d'un an ou moins, et ceux qui sont à moins d'un an de la fin de leur peine.

"Je pense que cela soulagera ceux qui ont été emprisonnés pour des infractions mineures et ceux qui n'ont pas pu avoir des avocats pour les représenter ou de l'argent pour payer les amendes", a déclaré M. Magufuli. "La grâce aidera aussi à décongestionner nos prisons", a-t-il ajouté lors de ces cérémonies qui avaient lieu à Mwanza (nord). Selon le recensement de l'État, la Tanzanie compte actuellement 35.803 prisonniers. Pour la première fois depuis l'élection de M. Magufuli fin 2015, des représentants du Chadema, le principal parti d'opposition, assistaient à ces cérémonies. Le président les a laissés saluer l'audience. Quand ce fut son tour, le président du Chadema, Freeman Mbowe, a saisi l'opportunité pour exprimer les inquiétudes de l'opposition. "Notre présence ici est l'expression de la nécessité d'avoir une réconciliation en Tanzanie", a-t-il déclaré. "Laissons ce jour ouvrir un nouveau chapitre dans lequel nous coopérerons, nous nous critiquerons les uns les autres et nous encouragerons la démocratie. Monsieur le président, vous avez l'opportunité d'écrire l'histoire en rectifiant tous ces problèmes." En novembre, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), le parti au pouvoir, a remporté avec plus de 99% des sièges les élections locales boycottées par l'opposition. Des élections législatives et présidentielle sont prévues en 2020. Surnommé "Tingatinga" (bulldozer en swahili), le président Magufuli a marqué les esprits depuis sa prise de fonction fin 2015 en se montrant inflexible dans la lutte contre la corruption. Mais il a aussi été critiqué pour son autoritarisme. Fin octobre, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW) ont dénoncé un recul inédit des libertés fondamentales sous son régime, qui a multiplié les actions répressives contre les médias, la société civile et l'opposition.